

**DU PLOMB
DANS L'ÎLE
DE NANTES** P.6

**RÉGION :
LE DENIER DU
CULTE MÉDIA** P.7

la lettre à

LULU



La fièvre est le chauffage du pauvre

Irrégulomadaire satirique n°45 - Été 2004

Nantes pride Jules en Verne et contre tout

Jules commence à nous courir sur le haricot. On l'a fait naître à Nantes, soigneusement, en espérant beaucoup des retombées de ses premiers vagissements pour asseoir le prestige de la Ville. Mais voilà, cet ingrat a fui, retraits à Amiens où il clabote en 1905. Avec un mépris pour la postérité qui l'a fait torcher ce sonnet en hommage à sa cité natale :

«Un quartier neuf et présentable
Entre bon nombre de hideux
Des sots bâtissant sur le sable
En affaire peu scrupuleux ;
De science, un peuple incapable
A son endroit toujours crasseux
Quelques milliers de cerveaux creux
D'une bêtise indécrottable
De riz, de sucre un peuple marchand
Sachant bien compter son argent
Qui le jour, la nuit le tourmente ;
Le sexe en général fort laid
Un clergé nul, un sot préfet
Pas de fontaines : c'est à Nantes»*

Un vrai réquisitoire : une ville mochedingue, des Nantais pingres conjuguant bêtise crasse et sens de l'embrouille, à peine rachetés par la nullité des curés et du préfet. L'écrivain dit d'anticipation a donc utilisé son dégoût pour Nantes pour embêter par anticipation, la belle entreprise de communication de sa Ville. Cette prodigieuse obstination à contre-carrer la propagande actuelle de Nantes a ainsi vu l'un des plus éminents spécialistes et collectionneur vernien, Piero Gondolo della Riva, vendre à Amiens et non à Nantes sa collection de 30 000 pièces, amassée pendant 40 ans : des livres dans toutes les langues, jeux de l'oie et de cartes, jouets, chromos, assiettes, puzzles... Autant de gadgets du passé qu'on aura pas à entasser dans le petit musée Jules Verne nantais.

Bob Morbaque

* Déjà cité par Lulu n°18-19 en 1998, mais un tel travail de sape de la com, on ne s'en lasse pas.

Verveine menteur Verne manque de lettres

Déjà fière d'avoir laissé accoucher le petit génie Jules, Nantes tente le pluriel pour annexer tous les Vernes. Sur le site de la Ville <nantes.fr>, le musée dédié à l'écrivain y est orthographié «Jules Vernes», comme le Henri Vernes, digne papa de Bob Morane. Mais les ouëbemasteurs nantais du site municipal seront pardonnés, ils partagent cette grossière erreur orthographique avec pas moins de 1850 sites dans toutes les langues, à en croire une rapide recherche Google. Sur la lancée, en trafiquant quelques lettres à Verne, on doit aussi pouvoir faire passer Nantes pour la patrie de Verlaine, d'Horace Vernet et d'Henri Verneuil, voire de Véronèse et de Vercingétorix.

Chasse aux pauvres : aidez la ville

BRACONNEZ UN CLODO !



Métropole pourtant attractive, Nantes peine à chasser ses traîne-misère de la rue. Malgré la prohibition pour les traîneurs du pavé, une brigade de semi-flics vrais pions de la rue, des bancs trop courts et des grilles à enfermer les coins, c'est pas avec des mesurettes qu'on arrivera à relever la cote de l'immobilier.

Les pauvres, y'en a marre. Toute cette misère à la rue, c'est de leur faute. D'ailleurs c'est simple, supprimez les pauvres, et la misère est aussitôt éradiquée. Modeste, la Ville de Nantes s'y emploie sans le clamer haut et fort, tournant courageusement le dos aux sirènes de la médiatisation.

Enfermer les coins

Première mesure : rétrécir l'espace disponible en fermant des «petites voies

Arrête tes colleries

Encollé de son maire !

«Véritable fléau»*, l'affichage sauvage nous pollue grave la vie. Un arrêté contre l'affichage sauvage interdit depuis mai (sous la menace, dès septembre, d'une amende entre 33 et 750 euros) le collage d'affiches, voire de petits autocollants militants apposés pendant les manifs, et tout bout de papier collé sur les façades des bâtiments, le mobilier urbain, les lampadaires ou les poteaux des panneaux et même sur «les palissades de chantiers et les troncs d'arbre». Maire d'une ville de tolérance depuis l'Edit de Nantes, à ce qu'il dit, Ayrault légitime l'interdit en embrouillant un peu

propices aux troubles à l'ordre public», donc forcément criminogènes, même si aucune donnée statistique ne vient justifier ces graves périls. D'ici 2005, vingt-cinq ruelles et courettes seront enfermées derrière des grilles, avec code d'accès et passe ton chemin la canaille errante des centre-villes. «Dans le cadre de l'aménagement et de l'embellissement du centre-ville, mais aussi pour renforcer la sécurité et la tranquillité publique», dit Nantes-Passion*, organe

les motifs : «Il y a de magnifiques mobiliers urbains qui ont été réalisés et qui sont souvent saccagés par des affiches en tout genre publicitaire, dont l'arrêté municipal consiste à rappeler la règle»*. En fait, la pub a parfaitement droit de cité et ne manque pas d'espace. C'est plutôt l'affichage des sans moyens, petits concerts, syndicats, groupes militants, qui se voit interdit d'expression. Ayrault leur chie dans la colle.

* Nantes Passion, n°146, été 2004.

** Radio France Bleu Loire Océan, le 29 mai 2004.

municipal qui a de bonnes sources. Accessibles, ces espaces cachés rendaient le centre trop permissif, handicapant le pouvoir de répression envers les victimes de la misère, qui doivent rester sous contrôle, surveillables.

La cité sécuritaire est en édification permanente. Aux portes de l'agglomération, on sécurise les abords des villes en interdisant l'accès aux caravanes des gens du voyage, avec des portiques empêchant leur passage sur le parking des centres commerciaux, et des gros blocs de pierre dissuasifs devant les terrains vagues. Haussmann avait ouvert Paris aux canons des Versaillais, et ces artères dégagées ont vite montré leur efficacité contre les Communards. Ayrault

se contente d'obstruer les recoins en espérant faire reculer l'intranquillité. Si besoin, le canon à tirer dans les coins viendra mater les rebelles à l'embellissement urbain.



Suite p.2 ▶

BRACONNEZ UN CLODO !

Prohibition de plein air

Comme ça ne pouvait suffire à rassurer le bourgeois (prononcer «électeur centre-villien»), un autre arrêté municipal vient mettre bon ordre en interdisant toute consommation d'alcool dans les rues du centre. Pour la picole sur le pavé, 38 rues et places du «cœur de ville», comme on dit chez les urbanistes, sont sous régime de prohibition. Justifié par un «nombre croissant de plaintes déposées pour troubles causés par des personnes en état d'ivresse sur la voie publique», l'interdit a ses dérogations : «les terrasses de café, de restaurant, et les grandes manifestations festives». Pas question de fâcher le commerce limonadier ou la Fête de la musique. Le collimateur de cet arrêté ne vise que les marginaux dépenaillés, punks en déglingue, sans-abri, clochards et autres errants inquiétants. Livresse sur la voie publique tombe déjà sous le coup de la loi, mais il fallait renforcer l'appareil répressif, et surtout adresser un message fort pour rassurer les contribuables riverains et les marchands ayant vitrine sur rue. On va pas fâcher le tiroir-caisse et les beaux zèvenements festifs.

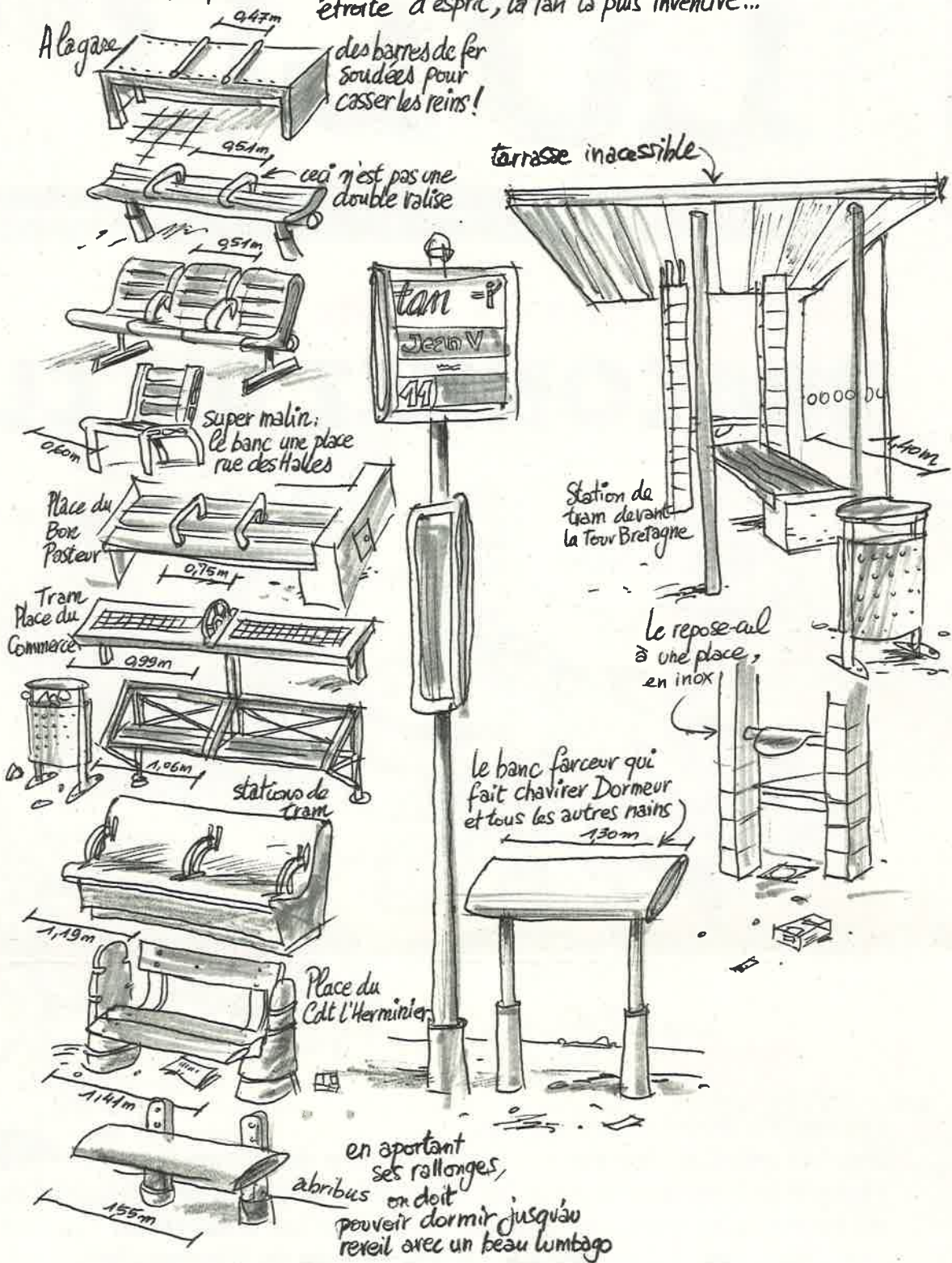
L'espace bien rangé

«C'est de l'arrêté anti-mendicité revu et corrigé», disent les travailleurs sociaux. Lors de la journée du refus de la misère, Médecins du Monde dénonçait les arrêtés anti-mendiants comme des «moyens répressifs à l'encontre des personnes à la rue, dérivant vers l'interdiction de présence dans les centre-villes». Salauds de pauvres ! Au même moment, Ayrault annonce fièrement que la Ville rachète aux Brasseries de La Meuse le site de l'ancienne carrière de Miséry, ainsi dénommée pour avoir donné refuge aux miséreux. ***. Aujourd'hui, les miséreux doivent débarrasser le plancher, et la bière est hors-la-loi.

Le cœur de ville sur la main, et la main au colbaque, Nantes rend la vie impossible aux SDF. Sans le crier sur les toits, Nantes-la-tolérante succombe à l'idéologie du «defensible space» importée des États-Unis. Les résultats sont limités : la mise à l'écart de naufragés de la société traîne : ils s'obstinent à ne pas fuir les centre-villes. Le comble, c'est qu'un tel traitement de l'environnement «contribue en même temps, par

LE BANC D'ESSAI DE L'EXCLUSION

Au palmarès de tout le mobilier urbain inconfortable, la SNCF est la plus étroite d'esprit, la Tan la plus inventive...



l'ambiance paranoïde qu'il crée, à entretenir voire à accentuer le sentiment général d'insécurité», comme le souligne l'urbaniste et sociologue Jean-Pierre Garnier, spécialiste de ces questions.

Haro sur les marjos !

En 2003, quand une convention est signée avec Ayrault pour élargir les missions de la police municipale, le préfet congratule ces flics locaux pour avoir arrêté des petits trafiquants de drogue et les avoir livrés à la vraie police. Le préfet s'était félicité de cette «réappropriation des espaces

publics livrés aux marginaux et aux jeunes délinquants»*. Rien que ça. L'hommage fleurit bon la stigmatisation de populations embrouillonnées, marginaux et jeunes, tous abominables épouvantails à bourgeois, dignes seniors et respectables pros de l'immobilier, honorables cafetiers et éminents commerçants. A qui profite le maintien de l'ordre ?

La ruée vers l'ordre

En mai 2003, la municipalité a mis en place une équipe de «médiateurs de rue» chargés de

«favoriser la coexistence entre ces marginaux et mendiants d'une part et les riverains, commerçants et usagers du centre-ville d'autre part», tout en rappelant aux SDF «les règles de comportement minimales» et en «réalisant un véritable travail social auprès de ces populations afin de les conduire vers des démarches d'insertion durable», comme l'a expliqué Dominique Raimbourg, l'adjoint à la sécurité, au conseil municipal d'avril 2003. Une autre adjointe, Michèle Meunier, a depuis reconnu que cette équipe qui ne propose ni

accompagnement vers d'autres structures, ni démarche de soins ne faisait pas de travail social. D'ailleurs, ils dépendent de la mission «prévention et tranquillité publique», et non du secteur social de la Ville. Et l'annonce du recrutement parue dans *Actualités sociales hebdo* indiquait que cette mission de service public incluait de transmettre les informations aux services de police et de justice. De leur côté, les vrais travailleurs sociaux au contact des SDF n'ont aucun contact avec ces médiateurs du trottoir, soupçonnés d'un rôle de supplétif de police et de «contrôle social». Ambiguïté de plus, les médiateurs opèrent en civil et leur mission n'est pas précisée aux sans-abri. *Le Magazine*, journal de la communication interne des agents municipaux présente ainsi leur mission : «créer un dialogue, aplanir les différends, réguler les comportements agressifs, orienter vers les partenaires les mieux placés pour répondre à ces besoins». C'est surtout la vraie police qui profite de ce partenariat. L'urgence de rue n'a jamais eu de contact, hormis une rencontre de présentation de l'équipe, à sa création.

Un projets murs

«Quand ils passent dans un secteur, les squats sont vidés et aussitôt murés», confient des travailleurs sociaux de l'urgence de rue. Les escouades de médiation œuvrent donc au maintien de l'ordre régnant sur une ville habitée «en bon père de famille». La Ville qui a accueilli le Forum des Droits de l'Homme manifeste ainsi son sens de l'hospitalité à coups de parpaings. Une organisation délibérée de la suspicion, ciblée sur les victimes, pauvres types condamnés à l'éviction en douceur. L'idéal serait que ces marginaux démissionnent volontairement d'une ville invivable pour eux.

Ces gens de trop peu sont toujours de trop. S'ils allaient traîner leur misère ailleurs, ce serait tout bénéf pour l'image de la ville et les palmarès des cités «où il fait bon vivre» dans les magazines nationaux.

La traditionnelle générosité de la ville, le droit de cité, disparaissent peu à peu devant les interdits, la surveillance et le quadrillage policier. Quant aux clochards, ou ils disparaissent tout court, ou ils vivent plus courts, sur des bancs en réduction. Le clochard du futur sera nain ou il ne sera pas.

Clodomir Rador

* n°145, mai 2004

** *Ouest-France*, le 11 avril 2003.

*** *Ouest-France*, le 9 juin 2004.



Mobilier urbain : stop aux mesurette ; du concret !

Court métrage Le banc des accusés

Cité de Tolérance, Nantes aide les gueux à lutter contre le farniente. Les bancs publics trop petits pour s'allonger se multiplient, parfois en rajoutant des arceaux, pseudos accoudoirs bien dessinés. Un must dans la panoplie d'une gestion sécuritaire du territoire urbain normalisé. La station Commerce a de tels arceaux coupe-bancs. Les abribus ont leurs repose-fesses trop étroits pour s'asseoir vraiment, encore plus pour se coucher. Le mobilier urbain devient répulsif, mais avec un certain sens de l'esthétique. Vive l'exclusion design. La place du commandant L'Herminier, conçu par l'artiste Dan Graham, propose ainsi huit bancs où seuls des gens de moins d'1,41 m peuvent s'allonger. Un havre pour Blanche-Neige roulée en boule et les sept nains. Le banc raccourci élimine les formes traînantes. Fermez le banc !

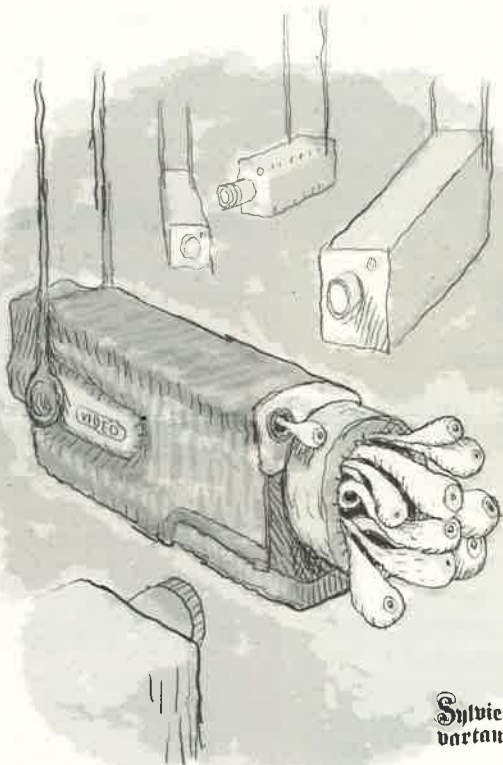
Quarantaine Les clodos au boulot !

Le traitement des sans-abri d'aujourd'hui ravive la notion d'«indésirables» chère à Vichy. En 1941, une rafle des clochards nantais les conduit de force au camp d'internement de Montreuil-Bellay, près de Saumur, enfermant surtout des gens du voyage. Aucun de ces clodos n'a survécu aux rigueurs de l'hiver 42. Bien avant l'idée de retour au travail forcé pour les rmistes, Vichy y a déjà pensé : «Les autorités d'Occupation viennent de prescrire à la municipalité nantaise la création immédiate d'une Maison de Travail destinée à recevoir les ivrognes invétérés, les mendiants, les clochards, les soute-neurs, en un mot, tous les désœuvrés qui déambulent dans nos rues», écrit *Le Phare de la Loire*, le 22 juillet 1940. Dans cet atelier prison, les internés «devront, sous bonne garde, effectuer les travaux qui leur seront prescrits». Des baraques au bout de l'île Gloriette, qui avaient hébergé des travailleurs Nord-Africains, sont équipées de bat-flanc et de paillasses pour des «travaux très simples : sciage de bois, fabrication de parpaings». Si on pouvait retrouver ces parpaings pour murer les squats d'aujourd'hui, le passé servirait enfin à quelque chose.



C'est pas la caméra boire Tournage sans casting

La vidéo surveillance est devenue une banalité urbaine. Au petit bureau de poste du Champ de Mars, l'espace du public, pas plus grand qu'un living room, est sous l'œil de six caméras ! Les trams et bus de la Tan sont équipés de caméras planquées. Le moindre distributeur est coiffé d'un de ces bigs brothers électroniques. Depuis l'an 2000, St-Herblain assume fièrement l'extension de la vidéo surveillance à 80 bâtiments publics. Plus quinze caméras branchées vers l'espace public, autour du centre commercial d'Atlantis notamment. Une expérience pilote dans l'Ouest. Une surveillance 24 h sur 24, avec du personnel en régie en permanence. Souriez, vous êtes matés.



Plonge linguistique Activités de plage horaire

Sous couvert de formation, des Hongrois clandestins dressaient le couvert, pour des dompteurs de fourchette pas très réglos.

AVEUGLÉS par l'étourdissante allégresse de faire tinter le tiroir-caisse, des restaurateurs de la presqu'île guérandaise ont poussé la générosité jusqu'à offrir des voyages à la jeunesse. L'opération a bien marché pendant plusieurs années, jusqu'à l'été 2002. Cette année-là, ils avaient pris de jeunes Hongrois comme stagiaires en pleine saison. Au moment où les coups de bourre sont si rares, comme chacun sait, ce qui permet d'accorder tout le temps nécessaire à la formation de ces jeunes

arpètes de lycées hôteliers de l'est. Mais la Direction du travail et l'Office des migrations internationales n'ont pas trouvé la recette à leur goût. Travail clandestin, qu'ils ont diagnostiqué avant de coller devant un tribunal les gérants et exploitants du Castel Moor au Croisic, de La Barbade à La Baule, de la crêperie Burglin-Lacomère à Piriac et de l'Horizon à La Turballe. Heureusement pour ces braves commerçants hongrois, ils ont été blanchis en première instance, en correctionnelle et en bloc le 16 septembre dernier par le tribunal de Saint-Nazaire. Mais il faudra reconquérir la justice en appel. Leur combine n'en est donc pas une et demeure pour l'instant un arrangement parfaitement réglo. Explication : Avec un conseil d'administration de pros de la tambouille, Janny Simon, une ancienne du métier, a fondé une association

Coup de Baule Concerto capital en docile adoré

L'Ouest entreprenant a entrepris de séduire les entreprises mondiales. En deux jours. Pour la deuxième année à La Baule. Et toujours pas un château de sable de vendu.

NOMBRIL du monde grâce à la World investment conference, La Baule a accueilli pendant deux jours «le Gotha des affaires» pour le «Davos des investissements». Pour la deuxième année, la jet set du business, avec Raffarin et Romano Prodi, et quelques ministres comme cerises sur le gâteau de sable. Rien que du big boss Europe et du directeur Monde de Whirlpool, Toyota, Sagem, Microsoft... Ici, on ne dit pas PDG, ça fait blaureau. On ne croise que des CEO (pour Chairman executive officer). Que du haut du panier. (Qui a dit : de crabes ? C'est mesquin). Extasions-nous, au contraire, devant ce sommet de la pensée patronale gambergeant sur l'attractivité de la France, séduisant «les investisseurs les plus exigeants». Le reporter dépêché* sur ce haut lieu de la séduction des capitaux étrangers nous apprend qu'il ne faut pas confondre «délocalisation» et «investissement de conquête». Nuance. Présidente de l'Agence française des investissements internationaux Clara Gaynard fustige «l'absence de fluidité du travail» et les

«procédures interminables quand il faut adapter les effectifs au marché». Toujours ce foutu droit du travail hérité du paléolithique supérieur qui empêche de dégraisser son personnel en temps réel des soubresauts boursiers. À La Baule, chacun rêve de voir le capitalisme cosmopolite investir au coin de sa rue. Et *Ouest-France* déplore que «L'Ouest attire bien peu les investisseurs étrangers : la qualité de la main-d'œuvre, la paix sociale, ou la beauté des côtes ne suffisent pas pour convaincre». Si les capitaux boudent, autant capituler. Devant un tel réquisitoire navrant, pourquoi s'obstiner à faire la danse du ventre pour aguicher les investisseurs ? Il ne reste qu'à conseiller aux pros bretons de saloper soigneusement le boulot, de se foutre en grève sans même un motif plausible, juste pour le fun, avant d'aller dégueulasser les plages en badigeonnant le littoral du cambouis volé dans leurs usines.

Jean-Pierre Braillard

* *Ouest-France*, le 27 mai 2004.

Jet sardine La foire aux placementeurs

AU MÊME moment que la World Investment conference, s'est tenu à Nantes le plus modeste salon Start West, une bourse aux investisseurs, chassés par les porteurs de projets. L'un de ces tartarins du capital nomade dévoile sa stratégie du bluff. Son modèle : Dédé La Sardine. Alias André Guelfi, figure médiatique du bizness et homme d'affaire en vue de l'Affaire Elf. Un grand. «Il disait, rappelle cet enthousiaste chasseur de partenaire, que même quand il était fauché, il avait gardé son jet et sa jaguar : ça lui a permis de décrocher des marchés».*



Conseil aux chômeurs en fin de droits : ne bradez pas votre mobylette pour boucler une fin de mois. C'est votre seul potentiel de bluff. Un vrai capital.

* *Ouest-France*, le 27 mai 2004.

«Libre échange», qui place des stagiaires étrangers en salle et en cuisine, «sous couvert de promotion de la culture française». Nikolett, Lajos, Pedra, Marta, Dora, Szilvia et les autres ont été commis comme serveurs et cuisiniers pour la saison. Onze jeunes Hongrois sans autorisation de travail. Pour deux mois et demi de «stage», chaque Hongrois aura coûté 1080 euros aux gérants, versés à l'association et à JS Conseil, une agence de placement montée par la même Janny Simon. Les jeunes européens ont donc beaucoup appris de la plonge à la Française, ou du repassage des serviettes à la mode de Loire-Inférieure. Sans contrat de travail, sans bulletin de paie ni cou-

verture sociale, sans cette fastidieuse paperasse risquant d'encombrer ces jeunes gens qui ne parlent de toute façon pas français. La justice n'est même pas sûre qu'ils aient perçu quelques euros pour leurs deux mois et demi de turbin (traduire par «culture française»), et l'administration qui a contrôlé ces arrière-cuisines ne sait pas s'ils ont trimé en respect des horaires légaux, les fonctionnaires ne jaspant pas le hongrois dans le texte pour interroger les marmittons en import temporaire. Les juges n'ont donc rien trouvé à redire aux agissements de l'intermédiaire et des patrons de restos. C'est vrai, quoi. Goulaschez-leur les baskets !



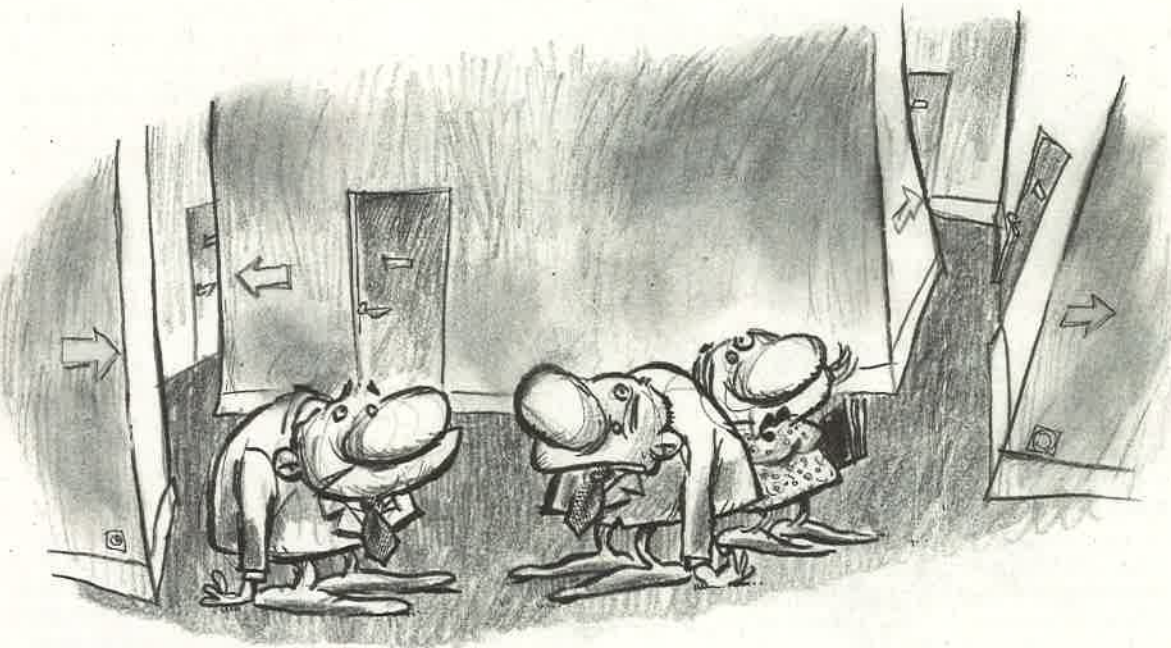
Le panis d'église piégé.

Conseil Mareschal

Repeint en rose sous la houlette de son grand Mareschtroumpf, le Département chasse les sorcières, le naturel et le retour au galop.

Stand by me Liberté Égalité Choucroute

Dans un entrepôt appartenant au Conseil général, à Couëron, sont remisées les structures et la déco de tous les stands réalisés sur mesure depuis 15 ans pour des salons et événements, genre Ramdam à l'Ouest, Les Folles Journées ou le Salon Nautique... Si certains sont sûrement vieillots, bons pour le rencart, beaucoup ne méritent pas forcément de passer au pilon. Les nouveaux maîtres du Département, du passé faisons table rose, ont pourtant décidé de tout détruire. La destruction devient une vraie culture locale. Avant le second tour des élections, deux machines à détruire le papier en le lacérant, vulgairement dénommées «choucrouteuses» ont été mises en action au Département. À la Région, la nouvelle équipe n'a trouvé qu'une choucrouteuse, mais elle avait tellement chauffé qu'elle était carrément inutilisable. Le surmenage, c'est la version énervée du ménage.



Jean-Benoit, Paul et Clotilde se retrouvent comme chaque matin, perdus dans leurs nouveaux couloirs, et se prennent à rêver : leur carte du PS pourrait-elle être dotée d'un GPS ?

Mareschal ferré

Le rattachement à la galette

Les recalculés, c'est bien joli, mais y'a pas un chômeur élu rose au Conseil Mareschal. Alors bon.

C'est mieux d'avoir des sous pour faire de la politique que pas un rond pour aller boire des demis à crédit au café du coin. Au Conseil général, Patrick le Grand Mareschtroumpf met cette pensée en action. Depuis 2001, quand les groupes politiques ont été reconnus au Conseil général (à partir de 20 élus minimum), l'assemblée a décidé de leur attribuer des moyens financiers, pour embaucher assistants, secrétaires et collaborateurs. Normal, républicain et légitime. Sous le règne de Trillard, une dotation de 53 453 euros par an était prévue pour vingt élus, chaque élu supplémentaire accordant un rab de 3053 euros par an. Ce mode de calcul dotait l'ancienne majorité

de droite de 86 896 euros, et l'opposition socialiste de 74 700 euros. A peine installée, la gauche a revu la règle à son grand avantage. Tous les élus de la commission permanente ont découvert la proposition le mardi pour un vote le jeudi, noyé dans 111 rapports représentant 500 pages à analyser. Il y a deux ans, la gauche, minoritaire au Département, dénonçait vertement des embrouilles similaires, «les dossiers épais comme ça communiqués seulement le jour de la commission»*.



Les temps changent. La dotation gonflée aux hormones n'a pas donné lieu à la moindre concertation avec la droite, mise devant le fait accompli. Ce qui a changé, c'est le barème de l'élu supplémentaire, après les vingt de base. Désormais, le 21^{ème} élu et les suivants rapportent chacun 23 070 euros. Presque huit fois plus qu'avant. Du coup, la manipe attribue 145 638 euros à l'opposition de droite et ses 24 élus, et 353 268 euros à la gauche pour ses 33 sièges. Près de 2 fois et demi ! Un vrai pactole ! Moralité : Tiforp titep ed sap a'y ! (C'est pas du breton, mais avant, quand on disait, 'y'a pas de petit profit, le mot profit était à droite)

* Ouest-France, le 22 juin 2002.

Burlinguisme

La burologie en rose

La communauté urbaine déménage, et diffuse à ses agents un dépliant chicos en quadrichromie, pour atténuer le choc traumatique de l'entrée dans un bureau neuf. Et la grogne des chefs qui se retrouvent avec un bureau standard dont la taille ne reflète pas tout leur poids hiérarchique. Une brochure en trois parutions aborde l'abandon du nom de code du bâtiment : on ne dit plus aller à Valmy (il est situé rue de Valmy) mais au Champ-de-Mars, «appellation hautement symbolique, familière des Nantais». Pas de précision sur la hauteur du symbole, à chercher vers le dieu de la Guerre latin, le côté agricole du champ ou l'ancien marché aux poireaux-

patates-bidoche et tutti frutti. Le dépliant aborde aussi le design des bureaux, les quatre couleurs des moquettes assorties aux étagères et aux meubles de rangement qui «permettent de classer des dossiers» (ah bon ?). Mais pas assortis aux stylos quatre couleurs. Les bureaux sont tous équipés d'un fauteuil standard mais ergonomique, d'un thermostat-moduleur de clim' et d'un ordinateur écran plat. Voilà. Vous savez tout. La troisième brochure annonce aux agents déboussolés un «guide pratique qui devra vous aider à trouver vos nouveaux repères». Il manque une carte d'état-major pour ne pas confondre le chemin des cabinets et le couloir menant au cabinet du dir cab.



A poil Gaudin !

Le cabinet était fermé de l'intérieur

Avant l'avènement du PS au Département, une revue de presse était mise en ligne chaque matin sur l'intranet des 2500 agents du Conseil général, leur permettant de se constituer des dossiers personnels sur les sujets les plus pertinents pour leur activité. A peine en place, Patrick Gaudin, le nouveau dir cab, a exigé de valider lui-même la sélection d'articles. Du coup, la revue de presse n'a pas été disponible avant 17 h. Un peu défraîchie, à l'heure où les fonctionnaires pensent à boucler leurs tiroirs jusqu'au lendemain. Le nouveau dir cab, contractuel en chef, veut tout contrôler. Il a surpris tout le monde en siégeant dans une commission technique paritaire à laquelle n'assistent normalement que des fonctionnaires et des directeurs de service. Attention au stress qui menace les bizuths activistes.

Du bureau, faisons table rase

Sous l'ancien régime, deux bureaux de verre, au design contemporain, trônaient, l'un dans le bureau du président du Conseil général, l'autre dans celui de son directeur de cabinet. Du mobilier installé depuis près de vingt ans et gardé par les différents prédécesseurs. Le nouveau dir cab socialiste n'a pas voulu garder ce «symbole capitalo». Du passé, faisons table rase. Il a fait retirer le burlingue transparent en arrivant, et a aussi fait mettre au rencart le tapis. Et comme ce tapis cache-misère dissimulait un trou dans la moquette, c'est la moquette qui a aussi été remplacée. Contre le capitalisme, relançons l'économie par le caprice. Quitte à confondre l'apparatchik avec le chic de l'apparat.

Garden-parti socialiste

Depuis deux ans, le 14 juillet, la garden-party du Département invitait les corps constitués, maires et militaires, consuls et patrons de presse. Fustigeant ces abominables dépenses de communication de droite, Patrick Mareschal et ses troupes boycottaient alors le raout, qui rassemblait 650 personnes. Le chef de l'opposition fulminait alors contre le «budget tenu secret» d'une «manifestation sans contenu et dispendieuse», et dénonçait : «ce type d'utilisation des fonds publics qui entretient chez les citoyens la défiance et le rejet de la vie politique».

Cette année, devenu Grand Mareschtroumpf en chef, amnésique, il a fait adresser 3000 invitations aux mêmes, à la même date pour une garden-party (le budget est garanti à 12 euros par tête de pipe) rebaptisée «fête républicaine», à laquelle s'ajoutent les militants de gauche, conviés à fêter la victoire socialote de mars dernier, pourtant déjà célébrée en photo dans le dernier magazine du Département. Voilà de la communication innovante : tous les quatre mois, le Mareschtroumpf va inviter son monde pour commémorer son avènement.

* Ouest-France, le 21 juin 2002.

Limoges en Loire-Inférieure

Depuis sa naissance le 17 janvier 1790, le Conseil général n'avait jamais connu de purge. Un oubli attrapé. Si lors de toute alternance après élection, les cabinets et les dirigeants des services communication sautent, le limogeage peut être plus ou moins élégant. Le PS n'a pas mis les gants. Déchargé de tout dossier, l'ancien dir com est au placard jusqu'à sa fin de contrat en mars 2005. La chef de service de presse a été virée dès le jour de l'élection du nouveau président. Dernière gentillesse, son

formulaire de fin de contrat de travail (indispensable pour toucher les Assedic) est mal rédigé, omettant de noter que la rupture du contrat est à l'initiative des nouveaux patrons du Conseil général. Sur le papier, elle était donc démissionnaire ! Et le document mentionnait «fin de période d'essai» pour un contrat débuté en 1996... Virée, elle a donc du quémander un document plus conforme. Pour lui éviter le traumatisme d'une rupture trop brutale des relations conviviales, sans doute.

Traitement maison

Les djeun's condamnés à la maison en arrêt

Il fallait la fermer. Quoi ? La fermer, on vous dit. La maison de jeunes de la Géraudière condamnée à un an ferme.

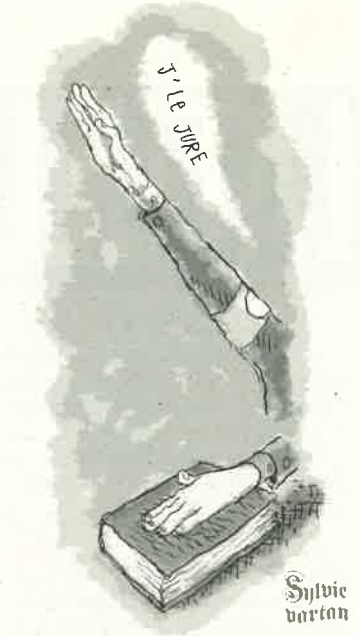
L'incident est clos, mais il aura fallu un an ferme. Un an de portes closes. Fermée à la mi-septembre 2003, la maison des jeunes (MJ pour les intimes) de la Géraudière devait rouvrir en juin. Échéance aujourd'hui repoussée à septembre 2004. Tout ça pour un banal conflit entre des jeunes et la directrice. Pas une tragédie. Juste un accroc. Il n'y a pas eu la moindre violence physique qui aurait obligé l'Accoord, gestionnaire du lieu et des centres socio-cul de la Ville, à calmer le jeu. Ah si : un coup de pied dans un pied de chaise, dans un moment d'énervement. Ni le pied, ni la chaise n'ont d'ailleurs porté plainte. «C'est incompréhensible. Sauf à relever l'incapacité de la direction de l'Accoord à appréhender les problèmes des jeunes majeurs et à gérer les conflits quand ils apparaissent. D'ailleurs, le directeur, issu de l'animation enfantine, n'a jamais investie cette fonction des jeunes adultes», explique un observateur avisé. Retour sur le drame. Le 7 juin 2003, trois jeunes lancent une pétition d'une quarantaine de signatures demandant l'éviction de la directrice, accusée de «menaces, insultes et intimidations».



Lors d'une altercation plutôt «passionnée», cette directrice aurait menacé un jeune de «déchirer ses vêtements et de se griffer afin de porter plainte pour tentative d'agression sexuelle». D'un simple pataqués, on passe à la panique à l'Accoord, qui tranche. Pour éradiquer le mal : fermeture immédiate de la MJ, sans discussion. À défaut de maison d'arrêt, voilà qui ont soulevé le problème d'incompatibilité d'humour se voient sanctionnés, privés de local. Même s'ils obtiennent en même temps l'éviction de la directrice. Promue illico au centre tout proche du Bout des Landes, elle a créé aussitôt de nouveaux hiatus relationnels avec son équipe.

Comme précédemment. Une procédure de licenciement est en cours, montrant tout le flair et le sens du casting qu'on eu les patrons de l'Accoord en recrutant cette directrice. En octobre 2003, Pierre Durand, directeur de l'Accoord, et Guy Guyet, directeur délégué à l'action locale, appellent au secours un cabinet conseil rennais, à qui est commandé un audit assorti de préconisations. L'idée de fermer l'équipement aurait jailli de ce rapport qui est depuis jalousement gardé secret : pas question que «des jeunes puissent raviver la flamme» en lisant ça, confie Guy Guyet, tout en assurant qu'il ne contient de toute façon rien de sulfureux. Anodin, mais secret. Même les élus du comité

d'entreprise n'ont jamais pu y jeter un œil. Fin janvier dernier, une réunion informe les jeunes des conditions de réouverture en juin. Ils pourraient même participer à la nouvelle structure au sein d'un conseil d'équipement : un machin formel, pas très adapté à la culture de jeunes, sollicités pour peser sur le devenir de leur lieu de rencart préféré au moment même où il est bouclé. Un vrai fiasco : aucun n'a donné suite à la demande. Les mauvaises langues disent que la direction de l'Accoord aurait pu utiliser délibérément ce conflit pour éclater une équipe considérée comme «en place depuis trop longtemps». Histoire de mettre les gens au pas. Il se dit aussi qu'une fermeture, c'est autant de dépenses en moins. Faut dire qu'il y a eu des économies à faire : après procès aux prud'hommes, la moitié des 630 000 euros de déficits de 2002 émanant des condamnations de l'employeur devant les juridictions sociales. Mais pas de souci, la Mairie a comblé les déficits. Depuis, il peut être bien vu de faire des économies après ces situations tendues. Après les tensions, il faut du stretching socio-culturel. Mi-macramé, mi-aïkido, mais pas trop.



Nervice compris Galerie de têtes cramées

Le procès d'assises a vu défilé une belle brochette d'ultras, tous plus ou moins fachos, mais pas trop, à les croire.

Philippe Rivet y a été condamné* pour l'attentat de La Baule qui a tué par erreur un agent technique en visant en fait le président du syndicat intercommunal, l'UMP Christophe Priou. Les témoins ? Des nazillons, des tristes sires et sbires du FN, des nervis de groupuscules d'énergés qui trouvent Le Pen résolument trop mou, des gens du CNI, du RPF de Pasqua. Certains itinéraires montrent une étonnante porosité entre ces officines inavouables et les mouvances pignonnantes sur rue. Tous se débinent les uns les autres et balancent. Y compris le meurtre au fusil à pompe d'un des leurs, qui sera jugé plus tard à Versailles. A Nantes, certains se sont déballonnés, comme Gautier Béranger, ancien du Cercle des jeunes du CNI, aujourd'hui dir cab du préfet des Vosges : il a envoyé aux juges un mot d'absence. Laurent Latruwe, journaliste à l'hebdo nationaliste *Breizh Info*, par ailleurs militant de l'Œuvre Française du très ultra Pierre Sidou était là, lui. Un avocat fera relire au journaliste sa propre prose, sexiste, antisémite : une fiche de renseignement rédigée sur des renseignements de son groupuscule d'extrême-droite. Il y a aussi Alexandre Caget, fidèle compagnon de l'accusé, autoproclamé conseiller juridique, placé comme attaché parlementaire de Michel Hunault, sur les conseils d'Annick du Roscoat du CNI. C'est elle qui, sur un «fort pressentiment», a balancé Rivet aux enquêteurs de la PJ, qui n'avaient pas pensé à renifler cette piste. De tous ces soldats perdus de l'extrême droite, l'accusé est un des plus marqués. Ses valeurs : «Dieu, famille, patrie». Des affiches SS dans sa chambrette, des recettes d'explosifs recopiées sur un carnet, une pratique des pétards artisanaux lancés dans les rangs des gauchistes quand il fait le coup de poing au GUD, à la fac d'Assas. «Un syndicat étudiant qui fait des «actions spectaculaires», lâche-t-il avant de concéder que c'était surtout «quelque chose de dur et de sportif». C'est sûr que les «gants plombés» pour la castagne, et le maniement du nunchaku qu'on a retrouvés chez lui, ça fatigue son gringalet.

* Il a fait appel et sera rejugé par un autre jury d'assises.

Droidlom city

Le forum des droits de la com

Du discours mange pas de pain, rien que du bon gâteau pour l'image

Pas peu fier de son forum des droits de l'homme, le maire. L'Unesco a eu pour capitale Nantes du 16 au 19 mai. Cette foire aux belles paroles des bien pensants, cuisinées à la nantaise. Un brin incantatoire, mais sympa. Exemple : «La torture doit être interdite», ou alors «Le monde des affaires doit aussi rendre des comptes» (Bertrand Ramcharan, ambassadeur aux droits de l'Homme à l'ONU), «Il nous faut demander ici, comment cette mondialisation peut être équitable» (Karl Tapiola, directeur exécutif du secteur des normes, principes et droits fondamentaux à l'Organisation internationale du travail). Certains des organisateurs ont même des doutes sur ce type de sommet : «J'ai trop vu, lors de ce genre de réunion, le travail s'achever quand on a



fini de poser les virgules», soupire Jean Favier, président de la commission nationale française de l'Unesco. Le maire de Nantes, lui, a bien

compris l'intérêt de ces armes de construction massive d'un discours : «Jean-Marc Ayrault souhaite donner une conscience à sa ville. Et il la veut élevée, qui

porte sens»*. Partout, il martèle que Nantes est la ville rêvée pour ce Forum puisqu'on a déjà su y organiser la Coupe du Monde de foot. Si si, il a dit ça. Sinon, il y a aussi l'Edit de Nantes qui labélise Nantes cité de la tolérance depuis des siècles. Ayrault a déjà fait le coup de bluff historique** en 1998. On oubliera vite que Nantes, à l'époque de l'Edit d'Henri IV est tout sauf une ville tolérante, au contraire entre les mains des sbires du Duc de Guise, genre de milice paramilitaire, les Ligueurs, qui cassent du protestant à qui mieux mieux. «Dans la dynamique actuelle d'inflation des énoncés rhétoriques, les municipalités jouent un rôle essentiel», analyse Stéphane Cadiou chercheur à l'Institut d'études politiques de Bordeaux en étudiant les cas de Nantes et Bordeaux***. Ayrault, espèce d'inflaté !

* Ouest-France, le 17 mai 2004.
** Voir Lulu n°10, avril 1997.
*** Pouvoirs locaux n°60, janvier 2004.

Symphonie en mineur

Parpaillon cachottier

Orvault capitale du girouettisme pénitentier.

Il y tient à sa taule junior, le maire d'Orvault. Le projet a d'abord été annoncé en juin 2003, contesté par les riverains à la rentrée, assuré enterré en octobre par le maire reconnaissant la «forte impopularité du projet» et lâchant «moi je n'ai rien demandé et, au bout du compte, je me ferai rouler dans la farine»*. Suivant sa charte qui lui interdit de financer un

projet sur une commune de l'agglomération si le maire est contre, la communauté urbaine de Nantes a abandonné le projet. Une semaine plus tard, l'Orvaltais-en-chef rencontre le secrétaire d'état à l'immobilier pénitentiaire d'alors, Pierre Bédier, qui retourne Parpaillon comme une crêpe. «C'est un projet raisonnable et défendable», lâche le maire sous le charme des pro-

messes du ministre. Aujourd'hui, Parpaillon, passé de l'UMP à divers droite, se remonte réticent sur certains re-détails du projet de cachot pour ados : «Quand on prend un engage-



ment de faire, c'est global. Faut être confiant, mais faut être méfiant»**. Pétri de comméfiance, le bon maire, «recommande une haute qualité environnementale du site, notamment une protection phonique de part et d'autre du périphérique». Ce serait insupportable de rouler sur le périph et d'entendre hurler des jeunes sauvages en cage. Au zoo de Planète sauvage, les pensionnaires font moins de bruit.

* Presse Océan, le 11 octobre 2003.
** L'Éclair, le 24 mai 2004.

LATULULULU?

• CHÂTEAU-BOURGON

Le Monde, le 4 juin 2004

Il va falloir exiger illico le rattachement de la Loire-Inférieure à la Bourgogne. Evoquant le Lieu unique nantais, l'envoyé spécial du Monde fait une révélation en situant l'ancienne usine Lu «non loin du Château des ducs de Bourgogne». Pas si mal : il a au moins «B...gne» de bon. Et un Ourgo vaut bien un Reta. Contre la panade dans laquelle nage le muscadet, c'est la seule parade pour sauver le pinard nantais.

• LE LIÈVRE ET LA TORTURE

Ouest-France, le 4 mai 2004

Il suffit de quelques photos de bidasses tortionnaires pour vous gâcher une bonne guerre. En Irak, l'offensive US avait été parfaite. Bien sûr, on devait déplorer quelques morts, des Irakiens, quelques Anglais et Américains. Pas de quoi s'affoler : ce n'étaient que des soldats inconnus. Aléas de la guerre. Et puis, patatras, vlà t'y pas que les gentils Ricains et Angliches ont humilié, torturé des prisonniers. L'édito de Joseph Limagne commence par dire que la torture, c'est pas bien, et même, tenez vous bien, que c'est injustifiable. Bien. Puis : «Ces photos, largement diffusées dans le monde arabe, y ruinent la crédibilité du discours sur la guerre juste». Supprimez-les bavures, et la guerre en Irak redevient juste. C'est vrai, on avait oublié que c'était l'axe du Bien qui menait une juste croisade. La prochaine guerre, faudra penser à confisquer les appareils photo aux tortionnaires croisés en treillis.

• ON PEUT APPORTER SON MANAGER

La Gazette, le 5 avril 2004

Il n'y va pas par quatre chemins, Philippe Mahé. Interrogé sur un sondage de La Gazette des communes, le directeur général des services de la Communauté urbaine souhaite carrément «l'élaboration d'un référentiel d'écoute permanente de l'attente des collaborateurs, de leurs insatisfactions et donc de la mesure de la performance collective de l'organisation à laquelle ils appartiennent». Il ajoute que «l'attractivité exercée par un employeur se mesure à l'aune des conditions d'élaboration et du contenu du projet managérial de l'équipe de direction». Pour Noël, promis, chaque fonctionnaire de la Communauté urbaine aura droit une heure de cours d'attractivité managériale, et à une heure de traduction en bon vieux français de machine à café.

• PAROLE DHONNEUR

L'Eclair, le 2 mai 2004

On vient de retrouver le corps du petit Jonathan, accroché à un parpaing au fond de l'étang. Où ça ? À Guérande. Froissé par cet accroc dans ses campagnes d'image, le maire est sûr de son coup : «impossible que le meurtrier soit guérandais». Il se porte garant de ses administrés, le vaguemestre. La preuve, Jean-Pierre Dhonneur l'administre implacablement : «Dans notre ville, on connaît des petites incivilités comme tout le monde, mais personne n'irait faire une ignominie pareille». Moralité : c'est forcément un gars d'une autre commune qu'a fait cette incivilité majeure. Qu'en pensent les maires des communes en question ? C'est pas de la diffamation allusive, ça ? Dix jours après, quand on a retrouvé sur un terrain vague de la même commune, le corps d'un jeune femme de 23 ans tuée à coups de couteaux, le maire n'a pas moufté.

• UNE TACHE DE CAFÉ

Radio Bleu Loire Océan, le 4 mai et le 1er juin 2004

Pour les collectivités, comme la mairie de Nantes, qui veulent récupérer les extraits de presse parlant d'eux, une société parisienne, l'Argus de l'audiovisuel, fournit le relevé par écrit des émissions de radio. Retranscrit à l'arrache, au jugé, phonétiquement, donc en estropiant souvent noms de famille et noms propres, et parfois les mots simples. Ainsi la semaine sur le commerce équitable, relaté par radio Bleu Loire Océan parle d'un «bon café, mais un café qui table, attention hein !», le tout présidé par Jean-Marc Héraud. Un autre jour, quand on interroge un responsable de la Direction des affaires culturelles, alias DRAC, la retranscription note «Jean-Louis Kerouaton, de la Drague de Nantes». On vit une époque formidable. Et coquine.

• À L'IMPOSSIBLE, NUL N'EST TENNIS

Ouest-France, le 26 mai 2004

L'amicale Dom Bosco a inventé la thérapie familiale avec filet. Le règlement du huitième tournoi de tennis «Trophée de la famille» oblige à des équipes doubles dont les deux joueurs sont de même famille. Un seul de la même famille ne suffit pas. L'organisateur précise : «Il faut être capable de se supporter, par exemple entre père et fille, ou entre frère et sœur». C'est vrai qu'un œdipe mal géré ou des chamailleries entre frangins frangines qui se règlent à coup de raquettes sur la gueule, ça laisse peu de temps pour renvoyer des balles.

• LES CHÔMEURS RECALINÉS

L'Eclair, le 17 mai 2004

Les chômeurs ont droit à la tendresse. A Clisson, inauguration de 380 mètres carrés gorgés d'offres d'emplois. Finie la jungle hostile du chômage. : «Une nouvelle antenne ANPE, zone des Calins». Sans décoconner ?

• FLUO ARTISTIQUE

Ouest-France, le 20 mai 2004

Quatre nouveaux ronds-points à St Sébastien-sur-Loire. Un de ses giratoires a été planté d'un olivier. Pourquoi ? Parce que le terrain a appartenu à un Sieur Olive (sic!). Une autre avec un camélia, même si la Dame aux Camélias n'est pas du coin. Un autre a droit à une case façon malienne et à un yucca mexicain. Sans doute pour rappeler qu'à Saint Seb, y'a eu aussi des cancras en géographie. Mais il y a plus grave : «Des vols de végétation ont été constatés» lors de l'installation des rond-points. Les plantes installées par les services municipaux des espaces verts «seront donc dorénavant marquées par une peinture fluorescente indélébile pour dissuader les voleurs». Les collectionneurs de plantes fluo jubilent.

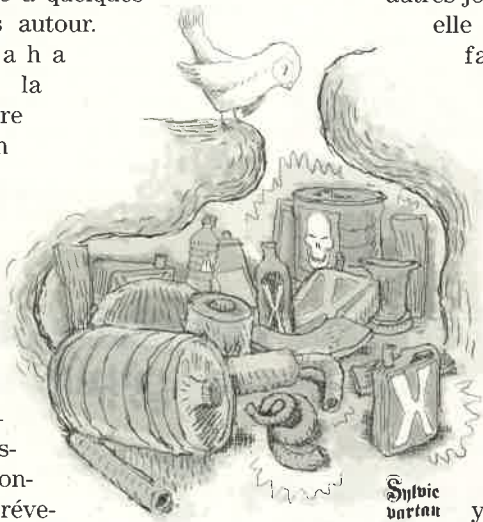
Saturne à la cata

Du plomb dans l'île

Saturnisme et lapinduchapeauisme sont les deux mamelles du Nantes d'en dessous.

En août 2003, un cas de plombémie était diagnostiqué chez une gamine de deux ans dans le Bas-Chantenay. Une présence de plomb dans le sang, et dans le sol de la cour de l'immeuble. Depuis cette découverte gênante, il fallait vite un fautif. On a trouvé un salaud de pollueur, chargé de tous les maux et de porter le chapeau. Mais peut être aussi pour couler une chape de plomb sur le reste. Le 10 juin, le Conseil d'Hygiène* se réunit normalement pour bûcher les dossiers en cours. Au moment de ranger cartables et crayons, le représentant de la Drire** agite un ultime dossier non inscrit à l'ordre du jour. Coup de théâtre : il livre le coupable du cas de saturnisme Chantenaysien. C'est la fonderie Dejoie, jadis spécialiste de la fonderie de plomb et toujours fabriquant de scellés. Dejoie est pointée comme la seule responsable. Pas la peine de fouiller plus loin. La pollution doit être circonscrite à quelques habitations autour.

Brouhaha autour de la table contre ce lapin jailli du chapeau, censé clore le dossier. Tant la DDASS que les associations protestent : personne n'a été préve-



LES DANGERS DU SATURNISME



nu et n'a pu préparer d'arguments. Certains soupçonnent la fonderie de ne pas être la seule mouillée dans ces enfouissements de métaux lourds. Le problème serait alors bien plus gênant. Le responsable de l'Union Départementale de Protection de la Nature se souvient que, durant des décennies, l'usine chimique Ugine Kulman de Chantenay a déversé sur Nantes et ses alentours des tombereaux de résidus gorgés de plomb, d'arsenic, de cobalt et autres joyusetés dont elle ne savait que

faire. Utilisés comme ballast des lignes SNCF ou comme remblais, ces déchets seraient maintenant disséminés un peu partout, y compris sur l'île de Nantes,

futur cœur de la ville. Un coup de saturnisme au cœur, faudrait pas que ça plombe un si beau projet.

Dédé Vlopmendurab

* Le Conseil d'Hygiène réunit environ 25 personnes (représentants d'associations, des services d'État, de la Préfecture, etc). Il donne un avis au préfet pour des projets touchant à l'environnement, au cadre de vie et à l'hygiène publique.

** Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Marina baie des fanges Station de boue pénible

Comme prévu, la vase a envahi dès son ouverture le nouveau port de plaisance de Couëron, inauguré en septembre 2002*. Un scénario déjà expérimenté avec succès à Trentemoult depuis sa création il y a plus de vingt ans. La Communauté urbaine qui a hérité de la gestion de ces trous bouseux s'est rendue à l'évidence : impossible de réclamer le moindre écot aux marins enlisés. Le 30 mai, Nantes Métropole a donc décidé de rembourser les rares usagers qui ont été assez bonne poire pour payer leur place aux pontons. Il a donc fallu refaire une facture négative. Mais comme la vase s'obstine à combler ces deux marinas cracra, on a revoté un budget de draguage : 15 000 euros pour le nettoyage à l'automne prochain à Couëron, et 400 000 euros pour draguer devant Trentemoult. Là, le Port autonome règlera la note, pour élargir la zone d'évitage, où les cargos font demi-tour pour redescendre l'estuaire. Ce qui rend presque les cent grammes de vase plus cher que le kilo de civelles. Mais on va y ajouter 190 000 euros pour installer un quai flottant. De 1997 à 2000, Rezé à par ailleurs versé 282 336 euros** de subvention de perfusion pour la gestion du port de Trentemoult. Les ports à flot ont salement échoué.

* Lire Lulu n°41, juin 2003, consultable sur <lalettrelulu.com>

** Rapport de la Chambre régionale des comptes, 19 mars 2003.

Pompe à essence

On ne badine pas avec l'atour

Quand l'esthétique balnéaire est en jeu, on ne peut rester de bois. A La Baule, le quai Rageot de La Touche a été refait. Ses nouveaux atours ? Une promenade piétonne en bois précieux, inaugurée le 10 avril et bordant l'étier qui sépare La Baule du Pouliguen. Le genre nième merveille du monde. L'architecte a d'abord annoncé que ce plancher en bois exotique était de l'azobé, une essence sensible africaine. En fait c'est du badi, une autre essence tout aussi africaine, tout aussi menacée. Jaune à l'origine, gris avec le temps, ça résiste au sel, à la pluie. 1450 m² sur 22 mm d'épaisseur. L'origine ? «La filière exacte, on ne la connaît pas, confie à Lulu l'architecte nantais, Patrice Carudel. Le pin, ce serait moins cher, bien sûr, mais il y a un risque de fendillage avec l'humidité».

A côté de ça, La Baule bichonne sa pinède : depuis 1990, on y distribue gratis des jeunes pins aux particuliers, à replanter «pour préserver le paysage et l'image de marque de la station», d'autant qu'ici, «pour couper un arbre, il faut un motif valable et

une autorisation municipale. Sinon gare au PV. Les gens doivent comprendre que la préservation des arbres est une responsabilité collective»*. Pourtant, suite aux tempêtes de décembre 1999, la France, premier importateur français de bois tropical, avait largement de quoi subvenir à ses besoins pour un siècle. Mais c'est plus marquant de piller l'Afrique en dézinguant les forêts anciennes. Il y a bien des dommages collatéraux, des désastres écologiques, économiques, sociaux, mais l'Afrique à l'habitude. Les campagnes africaines ne comprennent rien aux campagnes de com sur le développement durable. Un terme certainement intraduisible en leurs rudimentaires patois de sauvages. Tous les ans, pour les besoins français, on ratiboise 283 000 ha de ces forêts primaires, soit 1,7 million de mètres cubes. Tout ça pour menuiser des portes et des fenêtres, ou faire joli devant les restos des bords de mer. Du bois exotique, pour marcher dessus, voilà une bonne métaphore des rapports nord-sud.

* Ouest-France, 23 avril 2003.

Dame oui !

L'Hutine fait la retape

Dame patronnesse en chef, Jeanne-Françoise Hutin est subitement très visible dans le journal de sa moitié.

Ouest-France ne résiste pas aux tentations de la presse people. Rombière en chef et moitié attirée du boss, Jeanne-Françoise Hutin a eu une belle promo. Avec son air de Mère Térésa mieux nourrie et de Jean-Marie Proslie avec chignon moumoute, elle arbore d'abord un profil de médaille⁽¹⁾, quand elle s'est fait coller la légion d'honneur sur le plastron, un peu en dessous du collier de perles. Tout ça dans les salons rupins de l'hôtel Lutetia, Paris, France. L'épinglée de médaille, Noëlle Lenoir, est alors ministre des Europes affairées, ou le contraire, on ne sait plus. L'article non signé nous narre que la femme du patron porte une espérance en elle : l'Europe, qu'elle voit comme «l'une des solutions pour l'avenir de notre humanité». Rien moins. Moins d'un mois plus tard, revoilà JFH, de face cette fois⁽²⁾ avec foulard Hermès, ce coup-ci. Un scoop, la patronne par alliance sait lire. Pour la Saint-Yves, le journal recueille les idées de livres qui bottent quelques personnalités. Donc Jeanne-Françoise, forcément. Elle a choisi «Les Voyages de Chateaubriand» et ses «détails

MADAME HUTIN A DES IDÉES



qui touchent l'âme». Des attachements suspects. Le prochain papier sur la presque sainte patronne devrait traiter de sa canonisation. Pure coïncidence, au même moment, madame est en campagne, numéro 2 de la liste UDF

dans l'ouest aux européennes⁽³⁾. Selon le décompte fait par des petits malins, dans toutes les éditions du 28 avril au 10 juin, l'UDF a bénéficié de 655 lignes dans le journal, l'UMP étant limité à 407 lignes, le PS ne récoltant que 326 lignes. Le

Parlementation passable

Le général tire au flanc

Selon le site www.europarlament.net, Philippe Morillon, ancien général et chef de file de la liste UDF aux Européennes, auto-déclaré «Européen convaincu et patriote» (à en croire Ouest-France du lundi 7 juin), n'arrive qu'en 244^{ème} position des 626 eurodéputés pour son assiduité au cours de la dernière mandature. C'est toujours mieux que le villiériste vendéen Dominique Souchet (365^{ème}), ou le socialiste quimpérois Bernard Poignant (506^{ème}). Faut dire, c'est loin l'Europe. Et tellement mal fréquenté.

Tank il y aura des hommes

Tutu-panpan télé chez les Kervégan

L'envoyé spécial à Lulu a lâché 40 euros pour le spectacle avec l'élite média du cru. Qui l'eut cru ?

Avos programmes télé : bientôt deux chaînes à Nantes. Fidèle à sa devise : «Pour l'encouragement des intelligences, des savoirs et des talents dans la métropole Nantes Atlantique», l'Institut Kervégan, cet éminent think tank à la Nantaise, dînait-débatte le 10 mai au CCO pour digérer «la place des médias dans la métropole». Arriver à l'heure fait rater l'apéro où le kir est dédaigné, trop commun, au profit du pur malt -un seulement- offert aux décideurs stylés qui décident avec style. Les tables rondes de huit convives (linge de table damassé blanc, couverts élégants, fleurs) reflètent le bon goût bourgeois, loin d'une ambiance cheap de mariage pouët. Chut, «Président» prend la parole. Petit topo d'accueil, subtilement teinté d'un soupçon d'auto-satisfaction bien rodée. Par «Président», comprendre Jean-Joseph Régent, le bien-nommé,

qui exerce son magistère sur le club depuis bientôt trois décennies. Entrée dans le vif du débat. On suffoque d'indignation : l'estuaire est partiellement exclu de la zone de diffusion des futures télé nantaises (zone rouge, ou classée Seveso ?). Avant de ricaner à l'évocation d'un deuxième appel d'offres, indispensable pour couvrir de zone des proscrits ! Tant pis pour les Nazairiens ! «Président» présente Bruno Hervieu, grand chef à Presse-Océan, qui assomme son auditoire en remontant à Théophraste Renaudot et assène que «l'information ne doit pas être une source d'accablement nécessaire». Plus accablant : il n'y a toujours rien à becqueter... Arrivent enfin les assiettes nordiques. 15 minutes chrono pour tout avaler sans postillonner aux nez de ses convives. Frédéric Hertz, directeur de TVNA déballe sa grille des pro-

grammes : 26 mn de JT quotidien, sept jours par semaine, cinq JT hebdomadaires consacrés au FCN, des magazines thématiques donnant la parole aux citoyens, de l'actu sportive de quartier, un magazine matinal jeune public, des programmes courts sous-traités... Avec le filet de sandre au beurre blanc, Benoît Perdoncin, grand vectoriste de Telenantes révèle son secret : «la télévision doit être vecteur de citoyenneté». Hochements entendus. Autre initiateur de Telenantes, Patrick Ardois nargue la Socpresse, admettant un certain bon vouloir de laisser à la presse régionale une nécessaire tranche d'expression. Quelques gorgées de travers saluent l'arrogant... Au dessert, Dominique Luneau,

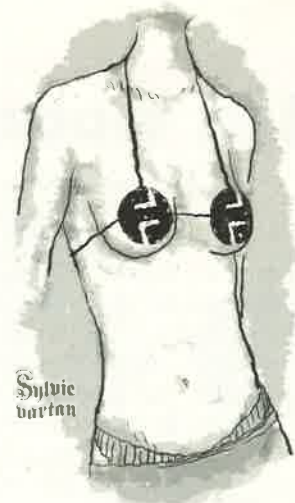
directeur général de Telenantes tartine ses quatre mots d'ordre, «mettre en valeur, surprendre, comprendre et rassembler», sur le feuilleté aux fraises. «Président» harangue le public, réclame des questions «aux jeunes» (quels jeunes ?) d'une assemblée de quadras-quinquas aussi tassés que le whisky de l'apéro. Personne ne demandera «quand ça commence ? Comment tenir des délais si courts ? Quand vont se constituer les équipes, journalistes, présentateurs ? Dans des locaux partagés ou non ?». Comme on en est déjà au café-mignardises, ces salades, internes qui plus est, tout le beau monde s'en tape.

Jean-Patrick Poivre-Dévorre

Charité business

Les bonnes œuvres média de La Région

Le premier vote budgétaire du Conseil régional tout rose innove en subventionnant Ouest-France. Une décision du 15 décembre dernier sous le règne de Fillon. Pas remise en cause. La DM1, Décision modificative n°1 accorde ainsi royalement à Ouest-France multimédia Info une subvention de 35 880 euros «pour la production en 2004 d'une émission hebdomadaire de web TV dédiée à l'économie de la Région». Chaque émission «Terre d'excellence» traite d'une entreprise ligérienne en 6 mn. Pourquoi une telle prestation n'est-elle pas réglée sur factures, mais par une subvention, comme on donne aux bonnes œuvres ? Interrogés par Lulu, Région et Ouest-France font les étonnés, ne savent pas pourquoi. Subito, ces subsides subjectifs subodorent les services subséquents.



Médaille de bronze

La promo pousse-aux-crèmes

Contre les coups de soleil, appliquez la page familles de Dimanche Ouest-France sur la peau. Une fois par semaine.

Conscient des dangers humanitaires que constituent les offensives sournoises du soleil et les morsures redoutables de ce perfide astre rayonnant, Ouest-France a entrepris une grande enquête. Une envoyée spéciale a été dépêchée auprès des têtes de gondole des rayons cosmétiques. Elle a ramené de quoi tartiner deux bons feuillets sur les dernières gammes des labos qui ont concocté d'excellents baumes et de pertinents onguents pour bichonner son épiderme : «neige gommante», «gélules solaires», «stick velours visage hydratant» et «gélées auto bronzantes». L'acquisition du journal dominical n'aura coûté que 80 centimes d'euros, mais en se conformant aux pertinentes prescriptions de ce sommet du cosméto-journalisme, on peut dépenser 117,05 euros en quatre articles seulement. Et encore, sans acheter pour ses chérubins l'indispensable «tee shirt biologique développement durable toutes tailles de 3 mois à 12 ans». Suivent deux pleines pages sur les maillots de bain : «déferlantes de tendances sur les plages». Incontournable. Le cahier «familles» a dégotté un bikini à 186 euros avec le «détail qui tue, un laçage hyper sexy sur le côté», et un autre modèle rétro, à 200 euros, forcément inséparable du bonnet de bain à 144 euros pièce. On vous passe les marques, soigneusement citées par ces pages directement branchées sur le carnet de chèque du lecteur. Du téléachat version presse écrite.

Trois jours plus tôt, dans son édito, le pédégé Hutin badigeonne une autre crème, tout aussi onctueuse, sur la presse écrite «absolument nécessaire à la vie d'une démocratie», tout en remettant une couche sur les dangers de surtaxer cette activité. Dangers qui pourraient, ô désespoir, amener les journaux à «augmenter leurs prix, ce qui pourrait empêcher les lecteurs de les acheter». Et donc les priver des indispensables diagnostics avisés sur les «spray ultra haute protection» et les «capsules solaires intensives». Hutin, le boss de ce publimarketing reprend : «L'opinion de moins en moins incitée à réfléchir deviendra de plus en plus instable, changeante et désorientée». Saisi d'effroi, on imagine une opinion sans repères, ne sachant quelle marque de crème exfoliante pour le corps acheter juste avant l'été, ou quelle griffe choisir pour son bikini en «cuir tricolore monté sur tulle». L'horreur ! Rémi Dinette

LE CLUB KERVÉGAN RÉFLÉCHIT À LA TÉLÉ LOCALE



Gériatrie sélectif

Les vioques population à risque

Nantes envahi par les croulants. Mieux que Tonton au Louvre, Ayrault inaugure sa pyramide des âges.

Portrait du Nantais du futur : une main sur la téléalarme, l'autre qui sucre les fraises. Pourtant, à en croire *L'Express*, Nantes est la ville de France la plus mégatop pour les jeunes. Number one en catégorie junior*. Mais pour les citoyens hors d'âge, c'est moins épatant. Nantes se classe 35^{ème} pour l'offre de soins (sur 100 villes classées), 85^{ème} pour la sécurité ou l'idée qu'on s'en fait, et 59^{ème} pour les retraités. Pourtant le retraité va se multiplier dans la cité des Ducs de Loire-Inférieure, à en croire les attendus de la rencontre «Séniorscopie», co-organisée les 9 et 10 juin par le mensuel pour croulants *Notre Temps* et la bonne ville de Nantes, championne du jeunisme inadapté. Ayrault a prévu que d'ici 2010, la population nantaise va prendre un sérieux coup de vieux. Revue de détail par tranche : les 60-64 ans vont augmenter de 17 %, les 70-74 balais de 15 %, les 85-89 balais de 45 % et les plus de 95 piges de 58 %. Un vent de sagesse ridée tombe sur la ville. Selon *Notre Temps*, une bonne part de ces séniors de plus de 60 printemps est bien souvent dépendante psychiquement, avec des «troubles du comportement ou

une désorientation dans l'espace et dans le temps, ou lourdement dépendants physiquement (besoin d'aide pour se lever, s'habiller ou se laver)». Sans parler des cumulards, dépendants au physique et au mental. Il va donc falloir distribuer des boussoles et des GPS aux post-retraités, et leur rappeler qu'ils n'ont plus vingt ans. Parce qu'il y a un hic : les aînés durent longtemps et restent actifs, y compris au plumard. S'il n'a pas de chiffre

pour la France, ni pour Nantes, le dossier de presse de l'évènement pioche chez les Américains et les Anglais, un taux de séropositivité qui «augmente deux fois plus vite chez les plus de 50 ans que dans les autres générations». On avait pourtant dit à papy et mamie que les préservatifs, c'est pas pour faire des confitures.

Sylvie Agra

* Où vit-on le mieux en France. *L'Express*, du 10 au 16 mai 2004



Arsène l'Hutin

Une rédaction empreintée

Les temps ne sont pas sûrs. Même dans la rédaction d'*Ouest-France*, le larcin fait rage. Dernières proies : deux ordinateurs portables soigneusement dérobés le soir du premier tour des cantonales et des régionales. Faut dire que le code d'accès jour et nuit n'a pas été changé depuis près de huit ans. La plainte déposée a déclenché une enquête de police à gros moyens. Tous les journalistes et

le personnel ont du se soumettre à une prise d'empreintes digitales. Un peu plus, c'était l'ADN et les empreintes d'orteils. Et les fins limiers, qui pensent à tout, ont comparé avec les empreintes trouvées sur les bureaux. Pas sur les ordinateurs volés, toujours introuvables. Sur les bureaux. Mais bon, en fait, sur les bureaux, rien. Les femmes de ménage font bien leur boulot. Mais sous le plateau

d'un bureau, on trouve une empreinte d'un doigt d'un journaliste. La voilà, la preuve ! Girophare tourbillonnant, la police déboule à la rédaction, embarque le suspect, perquisitionne longuement chez lui. Et revient bredouille. L'enquête piétinant ferme, il est envisagé de faire passer la prochaine randonnée *Ouest-France* à travers les bureaux de la rédaction.

Tatiflette

La vraie fausse pipe à Hulot

Coup fumant au pays des droits d'auteur, entre un auteur de manque de pipe et un auteur de livre à trop de pipe. Faut pas jouer avec la pipe à Hulot. Emmanuel Debarre, le sculpteur du Hulot en bronze à St-Marc-sur-mer ne doit pas prendre des vacances. Il passe

autant de temps à défendre son œuvre vandalisée en harcelant le commanditaire, la mairie de St-Nazaire*, qu'à courir après ses droits d'auteur. Journaliste à *Presse-Océan*, Stéphane Pajot a écrit un petit livre sur les souvenirs de tournage du film en 1951. Tiré à 4300 exemplaires

par un petit éditeur des Sables-d'Olonne, D'Orbestier. En couverture, un cliché de la statue de Debarre, avec une pipe rajoutée à l'ordinateur. Tati n'a pas moufté, mais le sculpteur a fait écrire à l'éditeur par la «Société des auteurs dans les arts graphiques et plastiques» pour pester contre cette reproduction faite sans son consentement. Facteur aggravant, dit le courrier «une pipe qui n'a jamais fait partie de la sculpture, a été rajoutée». Cette vraie fausse pipe est en fait l'exacte bouffarde arborée par Tati dans le film. Pour quatre photos de la statue, dont une couleur, la plaisanterie aura coûté 292 euros à l'auteur du bouquin et à l'éditeur, unique salarié à mi-temps. Il serait pas un brin Tatillon, l'éditeur ?

* Voir «les vapeurs de Monsieur Hulot», *Lulu* n°44, avril 2004

Ont œuvré à ce numéro : Fred Crayon, Sylvie Vartan, Quentin Faucompré, Hervé Tanquerelle, Romain Jallais, Frap, Nicolas de La Casinière, Minou Brouet, Garz, Jules de chez Smith. Mise en page : Nathalie Brodin. Directeur de Publication : Nicolas de La Casinière. Producteur : en fuite. N° ISSN : 1270-4911- N° CPPAP : 77122AS. Dépôt légal à parution. Merci à Com'Dable pour tout. Flashage : Western Press Ltd. La Lettre à Lulu est éditée à 4000 ex sur papier recyclé par LNG pour La Lettre à Lulu, asso 1901, 11 rue des Olivettes, 44000 Nantes. E-mail : contact@lalettrealulu.com. Toutes les archives du journal (sauf le dernier numéro) sur <lalettrealulu.com>

Abonnement 20 € = 10 numéros

Nom : Chèque à l'ordre de
Prénom : La Lettre à Leuleu,
Adresse : 11 rue des Olivettes
44000 Nantes

Le Père Noël innocenté Mainguet : chute de cheminée minée

Les riverains de l'usine Mainguet à Rezé viennent de redécouvrir des traces blanches et grasses, flottant en surface de Loire. Ça serait pas du suif, des fois ? De quoi douter de l'efficacité de la station d'épuration flambant neuve qui rajoute son odeur de purin au paysage olfactif local. C'est pas tout. Le 13 janvier dernier, à 5 h du matin, l'imposante cheminée d'évacuation du biofiltre de la suifferie Mainguet, à Rezé, s'écroule 30 m plus bas. Rongée par l'oxydation, on l'a vite remplacée par une nouvelle cheminée, cette fois tubée d'innox. Énième avatar du feuilleton Mainguet, cette chute qui n'a fait aucune victime inquiète pourtant des riverains, échaudés par des années de péripéties diverses. Elle révèle en outre un défaut d'entretien et de vigilance dans une installation, certes classée, mais que les facéties de la réglementation ont confié à la surveillance à la Direction des Services Vétérinaires. Des fois qu'une vache niche en haut de la cheminée.

Germanique ton maire Les Français raillent les Germains

Depuis quinze ans, Nantes est gouvernée par un prof d'allemand de l'est. Fallait bien que ça serve un jour. Ayrault va pouvoir s'engager comme traducteur auprès de l'entreprise allemande, Eichholtz GmbH, qui pose depuis la mi-avril les 2 km du tronçon Trocardière-Bouguenais de la ligne 2-Sud. Eichholz dont le site internet ne jacte que l'allemand, n'a ni succursale ni bureau commercial en France où elle n'a jamais travaillé, mais bon, il fait bien commencer. Pour ce chantier de 18 mois employant une cinquantaine de personnes, Eichholz travaille en V.O. Un ingénieur bilingue, un seul, a été recruté, importé d'Allemagne. Laissés au bord du rail, les professionnels tricolores souhaitent bon courage au bizuth :

«La Semitan a des méthodes flicardes. Pour mettre la pression sur les entreprises, ils envoient régulièrement un genre de garde champêtre faire une inspection en catimini entre midi et deux, ou des ingénieurs le soir, ou la veille de week-end. Et les reproches tombent par fax, obligeant à faire une réponse écrite». Une relation de défiance, comme si la Semitan préparait en permanence le contentieux. Alors que les réunions de chantiers ne manquent pas pour régler ces détails. Mais désormais, on y passera le double de temps, s'engueulant en langue de Molière et de Goethe. C'est d'un chic. A la prochaine extension de tram, promis, Ayrault pousse jusqu'à Sarrebrück.

Diabète et méchant Un geoli coup de filet

Le 3 juin, Yves*, militant breton d'Emgann, se fait cueillir chez lui, au petit matin, par les policiers antiterroristes, casqués, visière rabattue pour masquer leurs visages. Le prétexte : l'affaire des bombinettes à Cintegabelle et à la mairie de Belfort, toujours non élucidées. Yves est aussitôt menotté dans le dos, embarqué sans ménagement. Cancéreux, diabétique et insulino-dépendant, il prévient pourtant de ses soucis de santé. Serrer les menottes est dangereux pour sa circulation, et sa tension, sujette au yoyo. Les policiers n'en tiennent pas compte, mais embarquent la sacoche contenant de quoi se faire toutes les 4 heures les piqûres d'insuline. Emmené dans les geôles de la PJ, il fait un coma diabétique moins de 3 heures après. Entendu sur le carreau, il a juste le temps d'entendre dire «Il va claquer, il va claquer !», perd connaissance et se retrouve à l'hosto, les poignets marqués, la chair entaillée par les bracelets de police. Et dire que le kit mains libres, on croyait que c'était conseillé !

* Le prénom a été changé.

Navigationniste Vieille coque à double fonds

L'euphémisme des comptes-rendus de correctionnelle appelle ça une «gestion douteuse». Pierre Gauthier avait piqué 19 500 euros dans la caisse d'une association qui gérait le monument historique flottant : le Léchalas, il l'avait acheté presque épave il y a vingt ans, pour le restaurer. Dans le but de bénéficier de subventions pour retaper la coque de noix à vapeur, il l'a vendue un franc symbolique à une association qu'il crée, et dont il devient président-trésorier. La plaisanterie d'avoir estampé son asso lui coûte 8 mois de taule avec sursis, 5000 euros d'amende et 5 ans d'interdiction de gérer une association. Situé à l'extrême-tribord, Pierre Gauthier est aussi connu des renseignements généraux pour être passé du FN au MNR de Bruno Mégret, et pour prêter son Chateau du Plessis du Vair à Anetz, Loire-Inférieure, aux manifestations de cette frange de gais lurons. Le Pen, puis Mégret et ses sbires. La navigation en eaux troubles mène à tout. Même au MNR.

* Voir *Lulu* n°37, été 2002, consultable sur <lalettrealulu.com>

